



**COUNCIL OF
THE EUROPEAN UNION**

Brussels, 20 June 2011

DS 1419/11

MEETING DOCUMENT

From: General Secretariat of the Council

Subject: Contributions concerning the content of upcoming Staff Regulations Review

Delegations will find attached contributions from the Austrian, Danish, Finnish, French, German, Netherlands, Swedish, United Kingdom delegations to the Commission concerning the content of upcoming Staff Regulations Review.

version avec commentaires rectificatifs

Francis Wattiau

Président Section Luxembourg de l'AIACE

30 juin 2011

Contributions from the Austrian, Danish, Finnish, French, German, Netherlands, Swedish, United Kingdom delegations to the Commission concerning the content of upcoming Staff Regulations Review

Brussels, the 20th of June 2011,

We welcome the fact that, at the end of June at the same time as the proposals for the Multiannual Financial Framework, the Commission will take note of a text on the Staff Regulations, which will serve as a starting point for both the social dialogue with staff representatives and for consultation with other Institutions. This provides a significant opportunity to reduce expenditure and enhance productivity and efficiency further within the European Institutions. It is important to remember the constraints resulting from the consolidation efforts following the economic and financial crisis which we all face.

Faux : la crise économique de 2008-2009 ne frappe plus les 27 pays membres. Une reprise économique (et une reprise de l'inflation) sont observées depuis 2010. Dans certains pays, comme l'Espagne et l'Irlande, il y avait une énorme bulle spéculative sur l'immobilier, bulle qui a éclaté. Mais là où il n'y avait pas de bulle, l'immobilier n'a quasi pas baissé en 2008-2009 et est reparti à la hausse : voir la situation en Belgique, pays pris comme exemple parce que de nombreux fonctionnaires et retraités y vivent. Dans ce pays, le chômage a baissé de 5,4 % entre mai 2011 et mai 2010. Sur base annuelle, en mai 2011, le chômage a observé un recul de 904.000 unités dans l'UE27 et de 551.000 dans la zone euro.

Il n'y a plus de crise financière généralisée. Les banques refont du profit dans les opérations de base et ont en partie remboursé les prêts consentis par des Etats. Plusieurs Etats ont empoché des dividendes, des intérêts sur les prêts et des primes pour les garanties octroyées. Le problème actuel est une crise de confiance dans la dette souveraine de certains Etats. Pour la Grèce, le problème est dû à une comptabilité trompeuse lors de l'entrée dans l'euro, un manque de rigueur budgétaire, un laxisme fiscal et un manque de contrôle monétaire de la part des autorités de la zone euro : tout cela n'est pas de la responsabilité des fonctionnaires européens. To ensure that the EU budget can support the activities and provide the greatest possible benefits for European citizens within this economic climate, we need to ensure that all expenditure offers value for money. European administration spending cannot be exempt from the considerable efforts made by the Member States to reduce their administrative expenditures, and therefore very substantial reductions in such spending, including salaries, pensions and benefits, are required over the next Multiannual Financial Framework.

Les salaires et pensions ne représentent qu'une très petite partie du budget européen. Il faudrait presque les réduire à néant pour voir une substantielle différence. Comme l'ont demandé les syndicats portugais à leur gouvernement, il faudrait s'attaquer au problème de la fraude fiscale avant de réduire les salaires des fonctionnaires. En Belgique, un renforcement des contrôles a permis des recettes fiscales supplémentaires de 4,59 milliards d'euros. Dans ce pays les autorités envisagent une caisse enregistreuse intelligente pour empêcher la fraude dans le secteur de la restauration et un bracelet pour les ouvriers dans le secteur de la construction. At the same time, we should pursue reforms to the career structure which would enable the European Institutions to be recognised throughout Europe as modern, effective and dynamic organisations in which to work, attracting the brightest and the best. **Ce n'est pas en modifiant le Statut de manière répétée (2004, 2012, ... ?), chaque fois dans un sens de plus en plus défavorable, qu'on va attirer « the brightest and the best » ! Il est déjà difficile de recruter les meilleurs informaticiens avec les salaires actuels de début de carrière.**

On that basis, we are writing now to suggest a few key areas that we would like to see, as a minimum, covered within the formal proposal on the Staff Regulations.

1. Salary Adjustment Method

The current Salary Adjustment Method will expire at the end of 2012. The method has for some time meant that increases to EU Institutions staff salaries and pensions occur even when tough austerity measures are being taken in Member States. **Faux : la Méthode tient compte de l'évolution du pouvoir d'achat des fonctionnaires nationaux. Ce que des délégations du Conseil ne comprennent pas c'est le décalage dans le temps du calcul des résultats de la Méthode, afin précisément de tenir compte des données fournies par les pays membres. En 2009 le Conseil a voulu réduire de moitié l'augmentation qui lui paraissait trop haute à la sortie d'une crise. Mais les données concernaient une période antérieure pendant laquelle l'inflation était plus élevée : 2 sauts d'index en Belgique en 12 mois. En 2010, l'adaptation a été de 0,1 % alors que l'inflation en Belgique était de plus de 2,5 % : là encore l'effet retard a joué.** The current method has not allowed the Council to deviate from the Commission proposal in times of crisis. The degree of automaticity of the Method should be reviewed. If a method is indeed to remain we would like to see the proposal addressing a number of issues, notably:

- the present Brussels International Index (BII) must either be abolished altogether or replaced by the Belgium Harmonized Consumer Price Index (HPCI);
- maintenance of the eight reference countries, which provide appropriate comparability;
- the separation of the pensions and allowances adjustment from the salary adjustment; **ceci serait une violation d'un principe de base de la fonction publique : la pension est un salaire différé. Par rapport à un fonctionnaire, une personne très qualifiée peut gagner plus dans le privé, mais avoir une pension inférieure. Globalement rémunération + pension peuvent s'équilibrer entre privé et secteur public, mais à condition de garder le lien entre salaire et pension pour les fonctionnaires.**
- greater clarity of definitions associated with, and process relating to, the "exemption clause", the mechanism relating to the method in times of severe economic crisis. Additionally, the Council must have the right to deviate from the adjustment proposal, taking budgetary constraints and economic conditions into account; **à condition que les critères soient précis, objectifs et d'application temporaire : sinon on se retrouvera dans la situation d'un prélèvement exceptionnel de crise que le Conseil prolonge depuis 30 ans !**
- any new method would also need to have a clear expiry date to provide for review, linked to the period of the Multiannual Financial Framework. Furthermore it should ensure that its results of a method are appropriate for the economic circumstances prevailing at any given point in time. **At any given point in time, oui mais en tenant compte du décalage expliqué ci-dessus. On ne peut pas à la fois tenir compte des statistiques publiées par les Etats membres et prendre des décisions instantanées.**

2. Pensions

Demographic developments, in particular increasing life expectancy, mean that the existing pension system of the EU should be reviewed in line with the 2010 Council Conclusions on the Eurostat Study of the sustainability of EU pensions (DOC.18250/10). While respecting pension rights already acquired, further pension rights cannot be accumulated at the current rate, unless there are parallel reforms enabling these to be financially sustainable in the longer term.

Eurostat's analysis indicates clearly that the current pension costs of the European Institutions are rising, and could in the near future exceed active staff costs. We consider this situation unsustainable. On that basis, the Staff Regulations proposal should include reforms of the pensions scheme to ensure it is affordable on a long term basis. Given the high level of EU remunerations and pensions, significant pension reforms are needed to reduce future costs in those areas identified for evaluation as having a significant impact on pension costs in the above mentioned Council Conclusions. **Le système actuel de pensions est basé sur un calcul actuariel décrit à l'annexe XII du Statut. Les contributions des fonctionnaires doivent financer le tiers du coût du régime de pensions. Les fonctionnaires ont respecté cette obligation et leur contribution a été adaptée. Le Conseil, en tant qu'employeur, n'a pas respecté ses obligations et il est maintenant le seul responsable de la situation actuelle. En effet le Conseil a empoché la contribution des fonctionnaires en recettes et il n'a jamais versé sa contribution d'employeur. Si le Conseil avait versé ses contributions, comme l'ont fait les fonctionnaires, nous aurions actuellement un fonds de pensions de plus de 37 milliards d'euros dont les revenus permettraient de maintenir le paiement des pensions.**

With appropriate transition arrangements, the Commission should examine, for example linking the standard retirement age to life expectancy, a reduction in the rate by which pension rights are accumulated, a review of the base for calculating the pension, a removal of the bonus accumulation system, a phase out of the future partner pension rights, abolishment in the use of the early retirement scheme without any penalisation and present appropriate proposals at the latest by the end of 2011.

3. Special Levy

The Special Levy also expires at the end of 2012. This levy was introduced in the eighties, and therefore has been an established part of EU revenue for close to thirty years. In the current climate we cannot accept any reduction in EU revenue. Any proposal should increase the Special Levy and should be applied to pensions as well. **Le fait de maintenir un prélèvement "exceptionnel" pendant 30 ans montre bien l'absurdité d'un tel système. Le Conseil veut modifier l'application de la Méthode en cas de crise et en plus déduire un prélèvement pour cause de crise : il faut choisir et ne pas faire payer le personnel deux fois pour la même cause.**

4. Career structure

Revision of the Staff Regulations offers an important opportunity to continue the work launched in 2004 to modernise the career structures for officials within the Institutions. Grade and remuneration should be more clearly linked to performance, responsibility and management functions, and promotion and progression should not be automatic. In that context, measures which move away from a 'career-based' towards a 'position- and responsibility- based' system must be an

integral part of the proposal. Progress towards Institutions which are more modern, effective and dynamic would both attract top talent, and help the Institutions deliver the important tasks conferred upon them by the Treaties.

5. Allowances

A wide range of allowances is available to European Institutions staff. The majority of these allowances are calculated and paid on the basis not of actual expenditure, but of fixed rates, which may well be in excess of the actual costs incurred by the individuals receiving those allowances. In this context, allowances increase significantly the level of remuneration. Moreover, the allowances should not be adjusted annually.

Any proposal should therefore include an analysis of all current allowances in the context of the costs actually incurred, with the goal of ensuring that these allowances demonstrably compensate staff for genuine expenses resulting from their positions. For example, the expatriation allowance stands at 16% of salary regardless of the number of years an individual has continued as an expatriate, whereas these expenses and burdens would naturally diminish over time. **On voit que les délégations n'ont pas l'expérience appropriée pour comprendre la situation. Avec les années, la santé des parents et de la famille restés au pays d'origine rend nécessaire de plus en plus de frais de déplacements, de garde, de communications, etc**

We look forward to engaging closely with the Commission in subsequent discussions on the Staff Regulations.

Conclusions :

- **ce document signé par 8 délégations contient des contre-vérités**
- **il ne faut pas comparer la rémunération d'un fonctionnaire européen avec un fonctionnaire national sans tenir compte d'au moins ces deux facteurs :**
 - (a) **le coût de l'immobilier et de la vie dans le pays d'origine par rapport à celui du lieu d'affectation : le salaire européen est de moins en moins attractif par rapport à la situation dans certains pays membres et des difficultés de recrutement se font sentir**
 - (b) **l'obligation, pour un fonctionnaire européen, de travailler en plusieurs langues et, dans la majorité des cas, éloigné durablement de son pays d'origine, de sa famille, de ses relations, de ses habitudes climatiques et culturelles.**